

Marchés financiers :

un rôle croissant dans l'économie

« Si on définit le poids de la finance comme l'ensemble des crédits, des obligations, des actions et des actifs monétaires, on constate que la finance mondiale pèse aujourd'hui près de 400 000 milliards de dollars, alors que le produit intérieur brut (PIB) du monde est de 90 000 milliards de dollars ».

Patrick Artus, économiste, mai 2019.

Depuis les années 1980, les marchés financiers jouent un rôle croissant dans l'économie. Ils ont facilité et élargi l'accès aux capitaux en confrontant directement l'offre et la demande : les entreprises y accèdent pour financer leur développement en émettant des actions ; les États pour combler leurs déficits en émettant des obligations. L'ampleur prise par les marchés financiers a donné lieu à des dérives qui ont alimenté la crise financière de 2007.

Financiarisation et globalisation

En 1973, l'économiste britannique John Hicks élabore une distinction entre économie d'endettement, où les entreprises dépendent des banques pour leur financement, et économie de marchés financiers où elles lèvent des capitaux placés par les investisseurs ou les épargnants. À partir des années 1980, les marchés financiers sont largement déréglementés et décloisonnés dans de nombreux pays, ce qui contribue à leur essor. Cette évolution apparaît lorsqu'on compare la variation de la capitalisation boursière des entreprises (montant des actions cotées en bourse) et celle du PIB (production de biens et services). La levée des restrictions sur les mouvements de capitaux donne lieu à un phénomène de « globalisation financière » : les investisseurs peuvent intervenir sur l'ensemble des marchés financiers de la planète.

Marché primaire et marché secondaire

Les marchés financiers facilitent la rencontre entre les agents économiques ayant des besoins de financement et ceux ayant des capacités de financement. Les premiers (grandes entreprises, États) émettent des titres et les proposent sur le **marché primaire**, celui de l'émission. Les seconds (investisseurs, épargnants) achètent ces titres. Ils peuvent ensuite les céder ou les acheter sur le **marché secondaire**, celui des échanges de titres existants. Dans le cas des actions, les cours fluctuent chaque jour en fonction des perspectives des entreprises ou de la conjoncture économique. Les placements, qui proviennent en grande partie des ménages, sont canalisés par des institutions financières également appelées investisseurs institutionnels : compagnies d'assurance, banques, fonds de placement ou fonds de pension.

Liens entre finance et économie

Une baisse généralisée des cours de bourse peut avoir diverses causes, économiques ou financières comme dans le cas de la crise de 2007. Dans l'autre sens, une baisse des cours ne débouche pas forcément sur une crise économique, mais peut avoir un impact si elle est importante et prolongée. En dégradant la situation financière des banques, elle peut entraver leur capacité à accorder des prêts. Elle influe également sur la situation des ménages qui ont placé en bourse une partie de leur épargne et qui se sentent moins riches, surtout dans les pays où prévaut un système de retraite par capitalisation, c'est-à-dire où les sommes mises de côté en vue de la retraite sont placées sur les marchés financiers. La baisse du cours de l'action d'une entreprise peut entraver ses capacités à faire à nouveau appel au marché pour lever des fonds ou à racheter une autre entreprise par échange d'actions, mais n'a pas d'impact direct sur sa situation financière.

Les marchés financiers, chiffres à l'appui

- **2 000 milliards de dollars**

Après avoir été la première entreprise au monde à franchir le seuil des 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière en août 2018, **Apple a doublé ce chiffre le 18 août 2020**. À lui seul, le groupe a alors une capitalisation boursière supérieure à celles réunies des 40 entreprises composant le CAC 40,

le principal indice de la Bourse de Paris. La capitalisation boursière d'une entreprise est l'évaluation, à un moment donné, de la valeur de l'ensemble de ses actions cotées en bourse

- **52 500 milliards de dollars**

Les actifs des fonds de pension institutionnels dans les 22 plus grands marchés ont augmenté de 11 % en 2020 (après 15 % en 2019) pour atteindre 52 500 milliards de dollars à la fin de l'année, selon l'étude annuelle d'un centre de recherche appartenant au cabinet de courtage en assurance Willis Towers Watson. Ce montant représente 80 % du PIB des pays concernés. Comptant 62 % des actifs de retraite des 22 pays étudiés, les États-Unis sont le principal marché, suivis par le Japon (6,9 %) et le Royaume-Uni (6,8 %).

QUELQUES DATES A RETENIR

1984 : Loi bancaire en France

En 1984, une loi réformant les banques permet désormais à l'ensemble d'entre elles d'intervenir sur les marchés financiers. En 1985, la possibilité d'acquérir des bons du Trésor (émis par l'État) est étendue aux entreprises non financières et aux particuliers. Un titre à court terme est créé pour permettre à toute entreprise de se refinancer. Suivront d'autres réformes comme la suppression de l'encadrement du crédit en 1987 et la levée du contrôle des changes en 1989. Initiées par Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie sous la présidence de François Mitterrand, ces réformes facilitent l'émission de titres par les entreprises et leur achat par les particuliers. Elles ouvrent la Bourse de Paris aux investisseurs étrangers, en particulier les fonds de pension.

1988 Fermeture de la Bourse [de Paris] au Palais Brongniart

Longtemps, la Bourse de Paris a été associée à un lieu, le Palais Brongniart où elle avait emménagé en 1826. En 1987, la « cotation assistée en continu » (CAC) informatisée remplace la crieuse dans la gestion des transactions. La Bourse de Paris se dématérialise et le Palais Brongniart ferme le 5 avril 1998. En juin 1999, la Bourse de Paris fusionne avec les places financières de Lisbonne, Bruxelles, Amsterdam et un compartiment du marché londonien pour former Euronext. L'informatisation donne lieu à des transactions automatisées, de plus en plus nombreuses et rapides. Cette pratique appelée « trading à haute fréquence » a pour conséquence d'amplifier les mouvements à la hausse ou à la baisse et d'augmenter la volatilité des cours.

2007 Crise des subprimes

À la suite d'un retournement du marché immobilier et d'une hausse des taux d'intérêt, éclate en 2007 la crise des subprimes, des prêts immobiliers accordés aux ménages américains. Ces crédits, gagés par une hypothèque sur le logement acheté, étaient destinés à des emprunteurs qui ne présentaient pas de garanties suffisantes et se voyaient imposer en contrepartie des taux d'intérêt plus élevés et indexés sur ceux de la banque centrale. De nombreux ménages américains ne sont alors plus en mesure de payer les intérêts de leurs prêts. Les banques qui avaient converti ces prêts en titres de créance, un phénomène appelé « titrisation », voient les cours de ces obligations s'effondrer et cherchent à les revendre. En 2008, la banque d'affaires Lehman Brothers fait faillite. Les banques restreignent les crédits aux ménages et aux entreprises, entraînant une récession dans de nombreux pays.

2020 La BCE renforce ses rachats de titres

L'**assouplissement quantitatif** (« *quantitative easing* » ou « QE » en anglais) est une politique consistant pour les banques centrales à racheter sur le marché secondaire des obligations (titres de dette des États ou des entreprises) aux banques. L'objectif, en leur fournissant des liquidités et en créant ainsi de la monnaie, est de leur permettre de prêter de l'argent ou de racheter de nouveaux titres à des taux plus bas pour relancer l'activité et augmenter le niveau des prix. Menée par la BCE entre 2015 et 2018, cette politique a permis aux États, aux entreprises et aux ménages de s'endetter à des taux historiquement bas, voire négatifs. À partir de mars 2020, la BCE a accru ses rachats de titres, qu'elle avait repris fin 2019, pour faire face à la pandémie de Covid-19. Les États ont pu s'endetter massivement en émettant des obligations acquises par les banques, puis rachetées par les banques centrales nationales agissant à la demande de la BCE.

Source : d'après <https://www.brief.eco/>